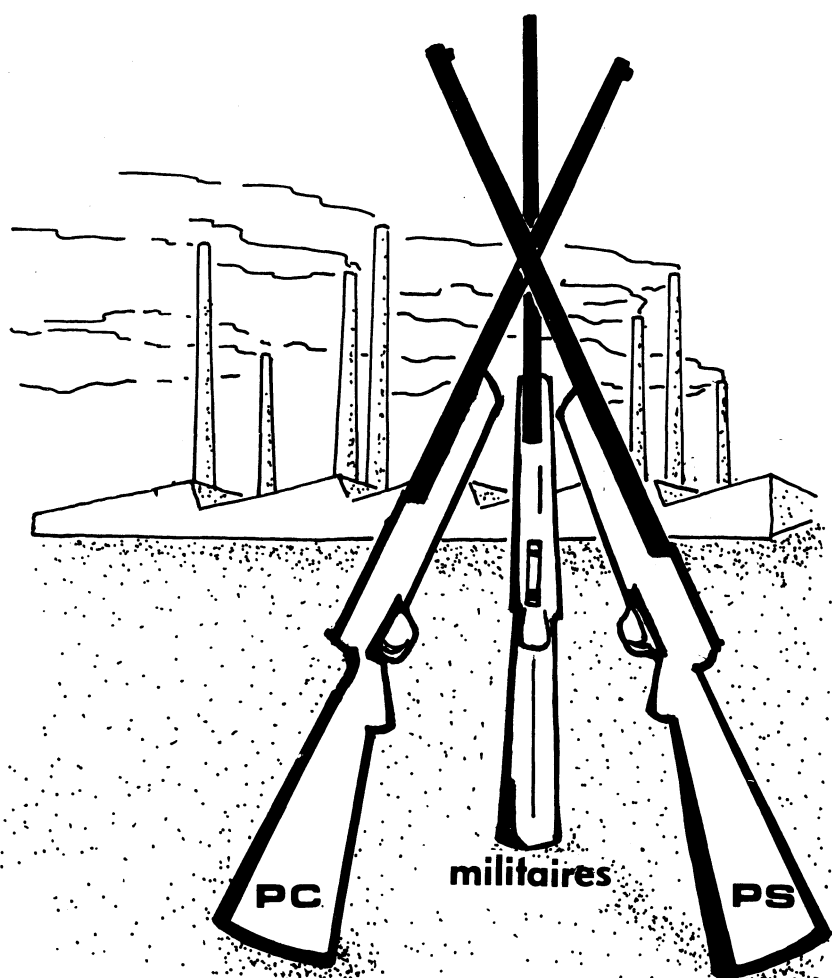


Révolution 9 Internationale

Paraît tous les deux mois

MAI - JUIN 74



Prats . Spinola
Allende . Soares
Corvalan . Cunhal

**LES DERNIERES
ARMES DU CAPITAL
CONTRE
LE PROLETARIAT**

PORTUGAL FRANCE

CRISE POLITIQUE INTERNATIONALE

PROLETARIAT, REVENDICATIONS ET REVOLUTION

SOMMAIRE

LA CRISE POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA BOURGEOISIE	1
Crises politiques dans le tiers-monde / Affrontements interimpérialistes / Les rivalités nationales dans les pays avancés / La crise poli- tique dans les pays avancés / Et le prolétariat ?	
ALLENDE-SPINOLA, MEME COMBAT	9
La fin des libérations nationales / La crise écono- mique / Les grèves / De 1936 à 1968 / De l'usure de la gauche.../... A la mort de la gauche	
GISCARD-MITTERRAND : COMMENT FAIRE OUBLIER LA CRISE...	15
Face aux premiers effets de la crise / La parenthèse électorale / Les travailleurs et les urnes / Le jeu démo- cratique : un besoin et un poids pour le capital / Giscard-Mitterrand : un choix délicat pour la bourgeoisie	
LUTTES REVENDICATIVES ET SURGISSEMENTS DE LA CLASSE-POUR-SOI	22
L'impasse des luttes revendicatives / Qu'est-ce que l'unification de la classe-pour-soi ? / Le passage des luttes revendicatives de la classe-pour-le-capital aux surgissements révolutionnaires de la classe-pour-soi	
COMMENT LE PROLETARIAT EST LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE	31
Luttes revendicatives et luttes révolutionnaires / Les confusions sur le problème / Classe-en-soi, classe- pour-soi / Dissolution du travail salarié / Dictature du prolétariat / Intervention des révolutionnaires	
REUNIONS OUVERTES	49
Clermont-Ferrand	

LA CRISE POLITIQUE INTERNATIONALE DE LA BOURGEOISIE

Il y a encore quelques années, il se trouvait des gens, y compris dans les rangs des révolutionnaires, pour affirmer que "le capitalisme ne s'était jamais aussi bien porté", que ce système avait maintenant "réussi à surmonter ses contradictions économiques" et qu'il en avait pour "plusieurs siècles de prospérité". Aujourd'hui ces prophètes se cachent: s'il est un sujet qui domine toutes les préoccupations, aussi bien des bourgeois et des gouvernements que des travailleurs c'est bien celui de la crise. Ayant commencé par toucher le domaine monétaire et limitant d'abord ses effets désastreux aux pays de la périphérie, la crise, depuis quelques mois, s'attaque de front aux métropoles du capitalisme y provoquant des convulsions auxquelles elles n'étaient plus habituées depuis des décennies et dont une des manifestations les plus spectaculaires est bien la crise politique de la bourgeoisie internationale.

Nous avons, dans différents articles de notre revue (✱), tenté de donner une explication des causes de la crise économique qui s'abat aujourd'hui sur le système. Nous allons essayer ici d'en dégager les conséquences les plus marquantes et plus particulièrement de sa brusque aggravation de la fin de 1973.

Du point de vue du capital, outre les difficultés propres créées par une montée de la lutte de classe, les conséquences de la crise se manifestent principalement dans deux

secteurs: celui d'une aggravation des rivalités et tensions interimpérialistes et celui d'une crise politique au sein des organes étatiques.

Suivant qu'il s'agit de pays dits "avancés", c'est-à-dire des métropoles du capitalisme ou "arriérés", c'est-à-dire de la périphérie, ces deux conséquences de la crise se manifestent avec une intensité et des formes différentes. Nous allons donc voir d'abord comment elles atteignent les pays du Tiers-Monde.

CRISES POLITIQUES DANS LE TIERS-MONDE

Depuis de longues décennies le Capital a fait reporter vers les pays de sa périphérie le poids de ses contradictions insurmontables. L'économie de ces pays, à part quelques rares exceptions, a été marquée de tous temps par un marasme continu: chômage massif, inflation galopante, endettement croissant, extrême sensibilité aux fluctuations de la conjoncture internationale comme aux moindres aggravations des difficultés agricoles internes. Contrairement aux prévisions des bons prophètes qui voyaient dans la décolonisation ou la "libération nationale" le moyen pour ces économies de réussir leur "décollage" ou d'accéder à leur indépendance, leur

(✱) "La crise" RI N°6,7 (ancienne série) et N°5 (nouvelle série) et l'article "Surproduction et inflation" (RI N°6 nouvelle série).

cours général durant les trente années d'après guerre a été celui d'une aggravation continuelle même dans la période du grand boom des pays avancés lié à la reconstruction. Par là même, les régimes politiques de ces pays ont été marqués d'une façon quasiment permanente par la plus grande instabilité qui soit, instabilité qui s'est d'autant plus aggravée avec l'entrée du capital mondial dans sa phase de crise aigue à partir des années 66-67.

Il serait long et fastidieux de faire ici le tour des convulsions plus ou moins violentes qui ont secoué les équipes dirigeantes des pays du tiers monde. Nous nous contenterons de rappeler certains des faits les plus saillants qui ont agité l'échiquier politique de ces pays durant ces derniers mois et de tenter d'indiquer comment ils s'intègrent dans cette situation générale de crise politique des classes dirigeantes.

En Amérique Latine

Ces derniers mois ont été dans cette partie du monde marqués par un retour en force des militaires. En Uruguay, en Argentine et au Chili, des gouvernements "forts" tentent de reprendre en main une situation qui tend de plus en plus à échapper à la classe régnante. Si l'intervention des forces armées en Uruguay a correspondu à une incapacité du régime "démocratique" Bordaberry à faire face à une dégradation de l'économie de ce pays qui avait été une des plus florissantes de la région et à une montée corollaire des mouvements sociaux; si le putsch de Pinochet et compagnie a été la conséquence logique de l'échec de l'unité populaire d'Allende dans sa lutte "de gauche" pour un rétablissement de la paix sociale pour lequel il avait été mis en place, le retour au pouvoir de Peron en Argentine constitue une espèce de synthèse de ces deux politiques du capital pour faire face à ses difficultés économiques et politiques. La situation catastrophique de ce pays avait bien besoin à la fois d'un gouvernement "à poigne" tel que Peron lui-même et ses partisans de droite se sont proposés d'exercer et du soutien plus ou moins critique mais toujours mystificateur que la CGT, la gauche péroniste et les gauchistes se sont fait un

plaisir ou une violence d'apporter.

Si l'Amérique latine a toujours été le terrain idéal pour les entreprises politiques des militaires, le fait que celles-ci s'étendent à des pays (Uruguay et Chili) qui jusqu'à présent avaient maintenu leur "visage démocratique" est un signe indiscutable de l'aggravation dramatique des difficultés de cette région comme l'est la nécessité de faire de nouveau appel en Argentine à l'homme providentiel: Juan Peron.

L'autre phénomène significatif qui apparaît au cours de ces événements c'est que, de plus en plus, les militaires au pouvoir appliquent un programme économique "de gauche" c'est-à-dire comportant des mesures de nationalisations et de contrôle étatique sur les capitaux privés et étrangers. Cela fut déjà le cas avec la junta péruvienne. Celle qui a pris le pouvoir en Uruguay l'a suivie sur ce chemin avant même de disposer de la totalité du pouvoir en annonçant un programme de quinze points comprenant une réforme agraire, une réorganisation du système fiscal et un contrôle étatique sur les banques privées. Enfin, la junta chilienne de son côté s'est bien gardée de remettre en cause l'essentiel des nationalisations effectuées sous Allende. Ainsi il apparaît que les partis de gauche ne sont pas les représentants exclusifs de la tendance générale vers le capitalisme d'Etat, qu'en période de crise, celle-ci se manifeste avec une telle force, que, quelle que soit la tendance politique au pouvoir, celle-ci ne peut faire autre chose que de prendre des mesures d'étatisation, la seule différence pouvant subsister entre droite et gauche étant celle de la méthode pour faire taire le prolétariat: carotte ou baton.

Après ces exemples on peut dire qu'ils ont bonne mine ceux qui, des trotskistes aux bordiguistes s'évertuent à trouver un caractère économiquement progressiste dans les régimes de gauche puisque leur programme est mis en pratique par les "réactionnaires des réactionnaires": les militaires.

En Afrique

Cette autre terre d'élection des putsch militaires continue à ne pas faillir à la

tradition. Si le putsch au Niger s'inscrit dans la longue tradition locale, en ce qui concerne les pays non réellement "indépendants", les événements qui ont secoué l'Éthiopie et qui ont failli détrôner le mythique Négus (Roi des rois, descendant de Salomon, etc) parce qu'ils touchent un régime à la stabilité légendaire, sont la marque du franchissement d'un nouveau degré dans le miasme économique qui sévit ici comme dans le reste du tiers-monde. Cette fois, dans ces deux pays, ce que recouvrent les claquements de bottes des militaires c'est en partie une des vieilles calamités du moyen-âge, la famine et la sécheresse. Si certains bons esprits ont été tenté d'expliquer la première par la deuxième il faut quand même faire ressortir les faits suivants:

- 1) La soumission de la survie des hommes aux conditions climatiques est un vestige de l'aube de l'humanité que le développement des forces productives a permis d'éliminer. Depuis la fin de l'Empire romain on peut dire que les famines ont eu pour cause plus une crise dans les rapports de production, que les aléas de la météorologie, ceux-ci ne faisant qu'aggraver une situation déjà précaire.
- 2) Le formidable développement des forces productives consécutif à l'instauration du mode de production capitaliste permet "en théorie" de faire disparaître tout problème de sous-alimentation dans le monde (une dizaine de millions d'américains font de leur pays la première puissance agricole mondiale, nourrissant les 200 millions d'autres et permettant des exportations massives aux quatre coins de la planète).
- 3) On ne peut pas détacher la famine du "Sahel" de l'aggravation des conditions économiques mondiales dans lesquelles ces pays doivent tenter de survivre: par exemple, l'élévation du prix des carburants condamne le fonctionnement du réseau déjà ridicule de pompes servant à l'irrigation.

En résumé: là encore, loin de s'expliquer par des circonstances particulières et locales, les difficultés catastrophiques qui assaillent les pays africains et aggravent leur instabilité politique ne peuvent se comprendre que comme manifestation de la crise mondiale du capital.

En Asie

Certains spécialistes se plaisent à expliquer l'actuelle campagne contre Confucius en Chine par un regain de la volonté des dirigeants d'extirper les derniers vestiges de pensée bourgeoise et passéiste. Nos maoïstes officiels sont évidemment en première ligne pour ce type de bavardage, mais ils sont suivis de près par l'ensemble des exécutés "bourgeois" glorieusement conduits par ceux du Monde qui parle de "Regain révolutionnaire en Chine" (1).

Cette fois donc, ce sont les morts, Lin Piao et Confucius, qui font officiellement les frais des campagnes d'intoxication gouvernementale. Loin derrière ces diatribes au langage ésotérique se poursuit en fait la crise endémique qui déchire les sphères dirigeantes de la "Chine Rouge". Celle-ci, depuis sa fondation en 1949, n'a cessé de se heurter à des difficultés économiques et sociales insurmontables:

- incapacité à industrialiser l'économie
- échecs tragiques des différentes politiques ("Cent fleurs", "Bond en avant") couronnées par les famines des années 60
- incapacité à domestiquer un des prolétariats les plus combatifs du continent,

difficultés qui se sont traduites sur le plan politique par une instabilité chronique que la divinisation du Négus local, Mao Tse Toung n'a pas suffi à masquer. Eloignement de Mao par Liu Shao Shi, ascension de Lin Piao appuyé sur l'armée, liquidation de ce dernier au bénéfice de Chou En Lai; la liste est longue de ces péripéties.

L'opacité traditionnelle de la situation chinoise ne permet pas encore de déterminer avec certitude quels sont les tenants et les aboutissants de ces nouveaux remous mais il n'est sans doute pas imprudent de penser que l'échec de la politique "d'ouverture à l'Ouest" (politique liée essentiellement d'ailleurs aux initiatives américaines) qui n'a pas permis à la Chine d'améliorer de façon notable ses échanges commerciaux dans un monde où la tendance est à l'autarcie.

(1) Le Monde Diplomatique, mars 1974;

n'est pas étrangère à cette situation.

L'autre grande puissance de la région, l'Inde, voit sa crise chronique prendre des allures de cataclysme. Au coût de sa dernière guerre contre le Pakistan viennent s'ajouter les effets de la crise dite "du pétrole" et le fléau ancestral de la sécheresse. Face à cette situation se dessinent de façon claire les deux réponses que la classe ouvrière et la bourgeoisie opposent à la crise:

-une explosion sans précédent de la lutte de classe, qui voit les cheminots entraîner dans leur sillage l'ensemble des fonctionnaires et provoquer une grève générale.

-un renforcement des préparatifs de guerre qui se traduit par l'explosion de la première bombe atomique indienne.

S'agissant de l'Inde, pays où des centaines de millions d'êtres humains sont rejetés dans la plus grande misère qu'il soit possible d'imaginer, où la mort par sous-alimentation est chose tellement courante qu'on a même prévu des lieux spéciaux où les affamés peuvent se laisser mourir, l'effort économique qu'a représenté la mise au point de la bombe atomique illustre de façon tragiquement évidente l'impasse dans laquelle s'enfonce le capital mondial à l'heure actuelle: nécessité de mettre sur pied un arsenal destructif de plus en plus terrifiant et épuisant pour l'économie alors que celle-ci est de moins en moins capable de donner satisfaction aux besoins humains les plus élémentaires. En fait, cet effort de guerre indien s'insère dans le cours général d'aggravation des tensions interimpérialistes qui accompagnent à partir des années 66-67 l'entrée du capital mondial dans sa phase de crise économique aigüe.

AFFRONTEMENTS INTER-IMPERIALISTES DANS LE TIERS-MONDE

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale le tiers monde n'a cessé d'être, par "lutttes de libérations nationales" interposées, la théâtre des rivalités des différents blocs impérialistes. En ce sens l'aggravation du conflit vietnamien à partir de 1967 et la guerre des 6 jours la même année, les guerres du Laos, du Cambodge, du Biafra, du

Bengale, du Kippour, qui ont suivi, ne représentaient pas quelque chose de fondamentalement nouveau mais apparaissaient par leurs plus grande fréquence et violence comme la réponse capitaliste à une aggravation sensible de la situation de l'économie mondiale.

Pendant longtemps on a pu entendre de bons samaritains prophétiser la fin des affrontements interimpérialistes. C'est ainsi que dès 1968, certains voyaient dans les discussions de Paris sur le Vietnam l'annonce de la fin prochaine du conflit. C'était une question de mois. Déjà à l'époque les gauchistes piaillaient: "FIN vainqueur".

Quand, cinq ans plus tard ont été signés les "accords de paix", après des affrontements d'une violence inouïe (offensive des blindés du Nord, bombardements de Hanoi aux B52, minage du port de Haiphong et l'extension de la guerre au Cambodge, les mêmes crétiens humanistes se sont empressés d'applaudir et de décerner le prix Nobel de la Paix à Kissinger et Le Duc Tho. Les crétiens gauchistes, quant à eux, ont salué, une fois de plus, la victoire des forces "révolutionnaires".

Depuis ces accords tous les observateurs s'accordent à dire que, malgré le cessez le feu, et le retrait des américains, la guerre reste des plus meurtrière. Ainsi se trouve confirmée l'analyse marxiste la plus élémentaire qui indique qu'en période d'aggravation des difficultés économiques du capital il n'y a pas de place pour l'apaisement des conflits nationaux mais qu'au contraire l'heure est à un approfondissement des tensions impérialistes; toutes les conférences de la paix ou cessez le feu n'étant que des manoeuvres tactiques de repli (au demeurant nécessaires pour mystifier "l'opinion publique") dans une stratégie globale offensive.

C'est ce que devraient méditer les matamores du "Prolétaire" qui prétendent "proclamer depuis longtemps un certain nombre de vérités qui ne sont pas des découvertes de (leurs) cervelles mais découlent d'une application élémentaire du marxisme à l'analyse et à l'appréciation des événements contemporains". Leur "marxisme" les conduit à affirmer que le "prétendu condominium américano-soviétique sur le monde n'est en réalité qu'une domination du gendarme américain, avec participation aux bénéfices du laquais russe" qui donne le feu vert pour le gendarme impéria-

liste international siégeant à Washington, mais dont bien entendu, comme cela est la règle entre marchands et policiers, la succursale de Moscou elle aussi profite: celui qui tient le parapluie de son supérieur hiérarchique a quelque chance d'être à l'abri de la pluie" (Le Prolétaire N°167).

Cette vision "marxiste" de l'impérialisme se distingue de moins en moins de celle colportée par le gauchisme classique pour qui l'URSS abandonnerait de plus en plus ses tâches anti-impérialistes face au gendarme américain présenté comme chef de file de l'impérialisme mondial. Par contre, elle se rapproche de plus en plus de la vision contre révolutionnaire de Kautsky parlant d'un super-impérialisme, vision contre laquelle s'est acharné Lénine dont les rocquets du "Prolétaire" ont fait une idole (voir le Prolétaire N°165) au lieu d'essayer d'assimiler les apports les plus importants à la pensée révolutionnaire.

Après tant de régressions, les héritiers officiels de la "gauche italienne" sont conduits maintenant à jeter aux orties un des grands acquis du mouvement ouvrier: le caractère irréversible de la division du monde en blocs impérialistes antagonistes et l'approfondissement de cette division en période de crise aiguë du capital. Leur interprétation du marxisme digne de celle d'un Aron ou d'un Krivine leur fait dire au sujet de l'avant-dernier voyage de Gromyko en Syrie: "Kissinger et Gromyko échangent leurs rôles respectifs dans la pacification du Moyen Orient" (Le Prolétaire N°173) alors que ce voyage s'accompagnait de livraisons massives d'armement et précédait une intensification des combats entre Israël et la Syrie dont cette dernière avait l'initiative.

Loin de jouer* la paix dans cette région du monde, l'URSS joue depuis longtemps celle de la guerre: depuis plusieurs années une part importante de sa flotte patrouille en Méditerranée; c'est avec des armes russes que l'Egypte et la Syrie ont attaqué dans la guerre du Kippour, c'est l'URSS qui a la première établi un pont aérien pour fournir à ses alliés l'armement nécessaire, c'est elle qui a concentré tous ses efforts diplomatiques et militaires en direction de la Syrie après la défection de l'Egypte. Tout cela, n'importe quel journaliste bourgeois a pu s'en rendre compte depuis longtemps. Il faut

être un avorteur du marxisme comme le "Prolétaire" pour pouvoir écrire au sujet de la conclusion de la guerre du Kippour: "Les américains faisaient d'une pierre deux coups, ils conservaient la tête de pont que représentait Israël et reprenaient pied en Egypte. On ne peut même pas dire que les russes aient laissé faire: en fait, ils ont donné leur bénédiction" (Le Prolétaire N°167). Si la première phrase est juste: les américains, grâce à leur supériorité économique, militaire et donc politique ont été les grands vainqueurs de cette guerre; on ne peut que rire à l'idée que les russes puissent se réjouir de perdre leur position forte en Egypte: les "marxistes invariants" du "Prolétaire" devraient savoir qu'en politique internationale le masochisme n'a pas cours.

En fait, au lieu de ces "contes pour enfants", ce qu'il faut dire des volte-face de l'Egypte c'est que la prétendue légende de l'existence d'un camp progressiste qui se rangerait derrière l'URSS et d'un camp réactionnaire inféodé aux USA ne tient pas.

L'Egypte n'est pas plus réactionnaire qu'avant que ses intérêts nationaux l'aient conduite pour la sixième ou la quatorzième fois à renverser ses alliances. Comme d'ailleurs la Libye n'est pas plus progressiste maintenant où après des années de "haine" elle s'est découverte de grandes affinités avec l'URSS (voyage de Jalloud, premier ministre, à Moscou: obtention de la clause de "la nation la plus favorisée, d'une aide industrielle et de livraisons d'armements).

De même la notion d'Etats fantoches si chère aux maoïstes et trotskistes affiche toute son absurdité face aux événements du Moyen Orient. Il n'existe aucun Etat fantoche dans le monde, c'est-à-dire d'Etat mis en place pour la défense d'intérêts étrangers exclusivement. Chaque Etat National défend les intérêts du capital national. C'est seulement dans la mesure où, dans un monde irrémédiablement divisé en blocs antagonistes, la défense de ces intérêts nationaux passe nécessairement par l'appui d'une grande puissance et donc un certain degré de soumission à celle-ci que ces différents Etats apparaissent comme des pions entre les mains des "grands". En ce sens, Sadate n'est pas plus maintenant le représentant exclusif des intérêts américains qu'il n'était celui des russes, comme Thieu ou Phan Van Don celui de leurs alliés ou le PCF celui de Moscou.

(*) la politique de

Jusqu'à ces derniers mois, le tiers-monde apparaissait comme le champ clos où s'exercent les rivalités entre les différents capitaux nationaux. La brusque aggravation de la situation à la fin de 1973 a mis au premier plan l'incompatibilité des intérêts des différents Etats dans les pays les plus avancés et appartenant même à un "même camp".

LES RIVALITES NATIONALES DANS LES PAYS AVANCES

Nous avons à plusieurs reprises, dans des articles précédents, souligné comment la crise monétaire traduisait en fait le heurt des capitaux nationaux, y compris dans le "camp occidental". Les soubresauts économiques baptisés "crise du pétrole" ont déjà permis de mettre en valeur la tendance au "chacun pour soi" de la politique des pays avancés, mais depuis quelques semaines, à l'occasion des mesures italiennes et danoises contre les importations, c'est désormais de la "guerre commerciale" que parlent avec désolation les journaux de la bourgeoisie. Ainsi s'effondre une des entreprises les plus utopistes que la bourgeoisie ait essayé de mettre en place, ainsi se dégonfle un des plus grands bluffs qu'on ait essayé de faire avaler au "bon peuple" : le Marché Commun.

Pendant longtemps, les bourgeois eux-mêmes ont pensé qu'il leur était possible de dépasser leur concurrence nationale dans le cadre de cette "Communauté Economique Européenne". La "mystique de l'Europe" (Lecanuet) a pu se nourrir de l'existence des marchés que la reconstruction d'après-guerre avait momentanément ouverts, permettant pour un temps la levée des barrières douanières. La réussite de l'opération semblait assurée, à un tel point que la Grande-Bretagne venait frapper à la porte de la CEE après plusieurs années de bouderie. Certains "révolutionnaires" se sont laissés entraîner dans les illusions que cette réussite a entraînées : qu'ils aient parlé de "tendance à l'unification mondiale du capital" ou de "machine de guerre contre le prolétariat", ils considéraient l'unification de l'Europe comme un fait irréversible.

Dès que la situation économique mondiale

a commencé à se dégrader, l'incapacité de mettre sur pied la politique agricole commune (on se souvient de la succession des marathons de Bruxelles, tous aussi décevants les uns que les autres), l'entrée discutée de la Grande-Bretagne, bientôt suivie de menaces de sortie, les fluctuations des monnaies européennes, ont porté de rudes coups aux illusions "communautaires".

Quelques naïfs s'accrochaient encore à l'espoir que l'Europe pourrait constituer un front commun face aux prétentions américaines (Nixon Round, conférences monétaires, conférence de Washington sur l'énergie). Depuis quelques semaines, ce qui restait de "solidarité européenne" a volé en éclats : face à la "guerre commerciale" qui s'annonce, c'est désormais de "solidarité nationale" qu'il est question.

Ces soubresauts de l'économie, qui atteignent maintenant de plein fouet les pays les plus avancés, ne sont pas sans provoquer au sein de leurs institutions politiques des convulsions de plus en plus violentes. Ainsi, ce qui était jusqu'à présent essentiellement le lot de pays de la périphérie atteint de plus en plus les métropoles du système.

LA CRISE POLITIQUE DANS LES PAYS AVANCES

Il est logique que ce soit parmi les pays avancés les plus proches de ceux du tiers-monde que la crise politique prenne sa forme la plus aiguë. Ainsi peut-on voir Israël continuer à être gouverné par une Golda Meïr depuis longtemps démissionnaire faute que puisse se constituer une majorité gouvernementale dans un pays placé au confluent de toutes les rivalités interimpérialistes, et dont l'"unité nationale exemplaire" n'a pas résisté aux premiers revers militaires ni à une situation économique qui, malgré l'aide de la puissance de tutelle, a les plus grandes difficultés à faire face à un effort de guerre permanent.

Au Portugal également, où toute une série de contradictions (voir l'article "Alende-Spinola, même combat!") ont eu raison du régime policier salazariste, la bourgeoisie

est en crise. Là encore, comme cela avait été le cas en Amérique latine, on a pu voir une junte militaire tendre la main à la gauche. En fait, la nécessité pour le capital portugais de jouer d'emblée ses cartes de gauche en dit long sur sa faiblesse. A l'inverse d'un pays de vieille démocratie où la classe bourgeoise a derrière elle une longue pratique de mystification de la classe ouvrière (comme en Angleterre, par exemple, où une combativité prolétarienne particulièrement forte côtoie les pires illusions réformistes), un pays comme le Portugal, dont la bourgeoisie est sénile avant d'avoir atteint l'âge adulte, peut beaucoup plus rapidement qu'ailleurs être le théâtre de luttes extrêmement importantes de la classe.

Par ailleurs, malgré les télégrammes de félicitations envoyés par Franco à la junte portugaise, le renversement du vieux régime "frère" est lourd de menaces pour le régime espagnol. En d'autres termes, la bourgeoisie espagnole, qui a les plus grandes difficultés à maîtriser une inflation encore plus galopante qu'ailleurs ainsi qu'une classe ouvrière parmi les plus combative d'Europe, qui est empêtrée dans le problème de la succession du Franco, surtout après la liquidation de Carrero Blanco (qui, pour certains, serait l'oeuvre de fractions proches du régime), cette bourgeoisie risque fort d'être obligée de faire appel bientôt à une équipe de gauche pour convaincre les ouvriers de "travailler d'abord et revendiquer ensuite".

En Islande, pays serein s'il en est, la crise frappe également. La coalition de gauche au pouvoir depuis 1971 se trouve en difficulté après le départ des deux ministres communistes. Derrière ces difficultés, c'est encore le problème de l'inflation qui se profile. Mais s'y ajoute également un problème international : les Américains se feraient prier pour quitter la base militaire de Keflavik, comme le leur avait demandé le gouvernement de gauche à son arrivée au pouvoir. En effet, ils semblent ne pas vouloir sans surveillance l'évolution dans la région des bâtiments de guerre soviétiques basés à Mourmansk, et dont le nombre augmente de façon régulière et appréciable. Ainsi, les difficultés politique islandaises découlent directement des deux aspects de la

crise mondiale : la crise économique proprement dite et l'aggravation des tensions interimpérialistes.

En Irlande, la crise est chronique. Son aggravation des années 1968-1969 suit de près les premières grandes difficultés économiques mondiales. L'impasse politique de plus en plus tragique dans laquelle s'enfonce ce pays n'est qu'un reflet de l'ensemble de la situation mondiale, même si ici elle prend la forme spectaculaire d'un gouvernement d'Ulster obligé de faire appel à l'armée britannique pour pouvoir rester en place.

Quant à l'Angleterre, sa bourgeoisie a encore une fois réussi à sauver sa mise face aux grèves ouvrières grâce aux élections qui se révèlent encore une des armes les plus efficaces dont disposent les exploités. Néanmoins, le nouveau gouvernement Wilson, minoritaire, instable, élu sur un programme (nationalisations et rupture avec l'Europe) qu'il ne peut appliquer et dont l'acceptation par les conservateurs et les libéraux est indexée à sa capacité à faire taire la classe ouvrière, est à l'image des difficultés dramatiques du capital de ce pays.

Entre une Italie et une Belgique dont l'instabilité gouvernementale est également indexée aux difficultés économiques, la France (voir l'article "Giscard-Mitterrand, ou comment faire oublier la crise"), avec un taux d'inflation record, avec un franc qui fait la culbute, semble bien entrer à plein dans une crise qui l'avait relativement épargnée jusqu'ici. Si l'élection de Giscard correspondait encore aux nécessités immédiates du capital, il est manifeste, et Mitterrand ne s'est pas privé de le dire, que ce dernier sera l'homme de la situation en cas de mouvements sociaux importants. Sept ou cinq ans avant les prochaines présidentielles, quatre ans avant les prochaines législatives, la gauche risque bien de ne pas avoir à attendre ces délais, tant est, en fin de compte, précaire la situation de l'équipe actuelle face aux échéances qui vont se faire pressantes (promesses faites, prix, salaires, chômage, etc.), en face desquelles un gouvernement d'"union nationale" sera peut-être nécessaire.

Un autre pays parmi les plus avancés connaît actuellement une crise politique, il s'agit du Canada, où la coalition des libéraux de Pierre Trudeau avec le Nouveau parti

démocratique a été renversée à cause de mesures budgétaires jugées insuffisantes contre l'inflation, encore elle.

Il est enfin une forme de crise particulièrement spectaculaire qui s'abat sur deux pays des plus puissants du monde : le scandale.

En Allemagne, le chancelier Brandt, malgré l'auréole qu'il s'était constituée avec son ouverture à l'Est et son prix Nobel de la paix, a dû se démettre à cause d'une sordide histoire d'espionnage. En fait derrière cette démission, il y a également l'échec de cette "politique à l'Est" qui, à l'heure du retour au protectionnisme et à l'autarcie, ne pouvait que faire partiellement faillite. Il y a également des difficultés économiques qui, de moins en moins, épargnent l'Allemagne, et face auxquelles la bourgeoisie, là comme ailleurs, est désarmée (inflation, chômage, etc.).

En soi, de telles difficultés politiques ne sont plus pour nous surprendre : ce qui surprend plus, c'est qu'elles frappent maintenant le pays qui, jusqu'à présent, a le mieux résisté à la crise, autre preuve de la gravité que celle-ci a pris depuis quelques mois.

Enfin, l'aspect le plus incroyable de cette crise est celui qui frappe depuis un certain nombre de mois l'exécutif du plus puissant pays du monde : les Etats-Unis.

Dans cette crise du Watergate et les affaires annexes (corruption de Spiro Agnew et impôts de Nixon) il faut retenir trois aspects. D'abord, le fait même que cette affaire ait été révélée et exploitée au point qu'elle risque d'envoyer Nixon directement de la Maison blanche à Sing-Sing montre bien le niveau de dislocation des différentes fractions de la bourgeoisie américaine. Ensuite, l'immense spectacle organisé autour de cette affaire a été un excellent moyen pour tenter d'éloigner les travailleurs américains de réalités qui, pour eux aussi, se font tous les jours plus dures. Enfin, ce que révèlent les enregistrements des conversations de Nixon sur la personnalité d'un président qui apparaît presque comme un chef de gang en dit long sur l'état de dégénérescence d'une classe qui, dans son pays de prédilection, se don-

ne un tel individu comme chef suprême.

La Rome décadente se donnait des empereurs fous qui voulaient nommer consul leur cheval, le capitalisme décadent se donne des gangsters minables comme hommes d'Etat

ET LE PROLETARIAT ?

Nous avons essayé de faire apparaître quelle forme spécifique a prise la crise durant ces derniers mois : celle de convulsions extrêmement graves sur le plan politique. Mais ce n'est pas là sa forme ultime. Dans les mois qui viennent, la situation économique va encore s'aggraver, atteignant de plein fouet les conditions de vie du prolétariat. Celui-ci sera alors, qu'il le veuille ou non, contraint de poursuivre, en l'approfondissant, le mouvement de luttes qu'il a entrepris depuis 1968.

Aujourd'hui, le capital n'a pas les mains libres comme il pouvait les avoir hier pour "résoudre" ses contradictions par une nouvelle guerre impérialiste : pour le plupart, les prolétaires d'aujourd'hui ne sont pas prêts à aller au casse-pipe.

C'est en ce sens que toutes les tensions interimpérialistes que la crise provoque et que nous avons évoquées plus haut ne peuvent, pour le moment, aboutir à un conflit généralisé et n'ont finalement comme conséquences, outre évidemment les destructions, les meurtres et les souffrances qu'elles engendrent, que détruire les unes après les autres les mystifications (coexistence pacifique, pays socialistes, libération nationale, etc.) que fait peser le capital sur l'ensemble de la société.

De même, le spectacle que donne une bourgeoisie qu'épouvante de plus en plus l'avenir, parce qu'elle assiste impuissante à l'effondrement de sa société et qu'elle voit se dresser devant elle, de plus en plus menaçant, ce prolétariat dont elle avait oublié jusqu'à l'existence, aura pour conséquence d'ouvrir chaque jour un peu plus les yeux de ceux qui, demain, en finiront avec ce monde d'exploitation, de famine et de destruction.

ALLENDE - SPINOLA

MÊME COMBAT

"Les soldats mêlés à la foule parviennent tout de même à contenir ses débordements mais semblent un peu éberlués par son exhubérance. Aucun d'eux sans doute n'avait encore imaginé qu'ils seraient un jour traités en héros". Lisbonne, le 28 avril.

"Le programme de la junte a incontestablement surpris les milieux de gauche qui ne s'attendaient pas à ce que les mesures immédiates fussent aussi "radicales". Le Monde, 29 avril

Nous constatons à nouveau que les différentes tendances du capitalisme (tendance vers le capitalisme d'Etat par exemple) peuvent se faire à travers tous les personnels politiques, de gauche et droite, militaires ou civils. C'est ce qui nous faisait dire: Allende-Pinochet même combat et aujourd'hui: Allende-Spinola même combat.

De 1914 à nos jours la classe ouvrière a payé de millions de millions de morts la leçon que la gauche et la droite jouent le même rôle fondamental.

Au Portugal on voit aujourd'hui la droite ouvertement faire le travail de la gauche. Les militaires dénoncés hier comme fascistes deviennent aujourd'hui les grands libérateurs. Ils sortent des casernes non contre le "cancer rouge" comme au Chili ou en Grèce mais contre les ultras de droite, contre le maintien de la guerre coloniale, pour la paix (mot d'ordre de la gauche traditionnelle face à l'Algérie ou au Vietnam) et pour cela s'appuient sur les "aspirations démocratiques" de la population.

La même armée qui, il y a cinquante ans, avait mis Salazar au pouvoir, embarque aujourd'hui les tortionnaires de la police secrète (PIDE, DGS) dans les camions militaires (il est vrai que c'est souvent pour les protéger du lynchage de la population)

comme sa soeur chilienne embarquait les ouvriers.

Les partisans de la terre brûlée et du napalm dans les colonies décrètent une amnistie générale pour les déserteurs et les insoumis après avoir emporté comme souvenirs les instruments de torture de la PIDE. Les seuls services de renseignements militaires maintenus ne sont là que pour prévenir toute tentative de putsch de l'extrême droite (le rêve de tous les fronts populaires).

Au Chili, Allende et Pinochet sont les deux faces d'une même politique du Capital. Le premier armait le revolver en mystifiant la classe ouvrière pour l'étourdir et la livre ensuite à Pinochet qui tire. Au Chili, il y avait la gauche puis la droite.

Face au Portugal, la gauche et la droite se retrouvent unanimes pour applaudir à la chute de la dictature. Personne ne manque, des gauchistes à Franco en passant par l'ensemble des nations du Brésil à l'URSS et aux USA. Les uns applaudissent la chute du fascisme, les autres "se félicitent des nouvelles perspectives libérales ouvertes au Portugal" (l'ensemble de la presse réactionnaire espagnole; eh oui).

Finalement, un mois après le coup d'Etat rien de nouveau n'est apparu en dehors de ce qui s'est fait dès les premiers jours. Quoi d'étonnant à voir les stalinien ministres quand on a vu leur chef monter faire un discours sur un char libérateur ?

Les gauchistes quant à eux s'en tireront par des pirouettes comme à leur habitude: le principal est de trouver un camp à soutenir. Ceux qui voyaient en un Allende qui un progressiste, qui un dirigeant ouvrier doivent trouver que le monde est décidément absurde. (*voir note page suivante)

Le leader de ce coup d'Etat, Spino-la le symbolise. Soutien de Caetano et dénoncé comme fasciste notoire depuis son soutien aux franquistes en 36 par l'ensemble de la gauche des Mitterand aux gauchistes, il est l'auteur d'un livre: "Le Portugal et son avenir", qui prônait le fédéralisme des colonies dans le cadre du Portugal, ceci en parallèle avec une démocratisation dans la métropole. Quand ce livre parut en février dernier, Spino-la fut privé de son commandement militaire sous la pression des militaires traditionnels.

Ancien commandant en chef des forces portugaises en Guinée-Bissau, baroudeur connu pour ses bombardements au napalm, le nettoyage par le vide de régions entières à la mitrailleuse, sa guerre en Guinée-Bissau fut des plus cruelles. Paradoxe étrange, car il la menait déjà avec l'idée: "la guerre ne sera pas gagnée par les armes" d'où ses contacts avec les mouvements ennemis de libération nationale depuis des années. Cette crapule, qui d'emblée faisait aussi le travail réservé d'habitude à la gauche, a été projeté à la tête d'un processus de décolonisation irréversible.

LA FIN DES LIBERATIONS COLONIALES

On n'aurait pas imaginé pendant la guerre d'Algérie un Bigeard faisant un coup de force pour contraindre le gouvernement à abandonner sa politique coloniale. Ceux qui voyaient encore hier la "libération" de la Guinée-Bissau comme une victoire de l'anticolonialisme devraient voir (et voient

souvent) dans la victoire de Spino-la le triomphe de l'anticolonialisme. Evidemment c'est un peu gênant. Beaucoup ne veulent voir que l'épuisement d'une armée qui a dû quitter des territoires coloniaux en Asie et une partie de la Guinée-Bissau, sa volonté de ne plus être humiliée alors que la situation se dégrade sur le terrain à l'avantage des nationalistes africains.

Il s'agit plus simplement d'un des derniers actes d'une politique qui ne correspond plus aux intérêts du capital. Le mouvement de libération coloniale d'après-guerre est essentiellement le fait de la charge que représentaient les colonies pour le capital et n'aurait pas abouti sans cela. L'information bourgeoise a amplement montré le caractère anachronique du colonialisme portugais et la satisfaction étalée de Washington à Moscou devant le coup d'Etat anti-colonialiste. Le néo-colonialisme est un ensemble d'Etats "indépendants" sous la coupe directe des grands impérialismes (URSS et USA essentiellement) sans passer par l'intermédiaire de Portugal ou autres bourgeoisies séniles.

Les obsédés de la CIA doivent bien voir quelque part la main des services secrets américains comme ils les voyaient tirant les ficelles du Chili. Cette vision policière de l'histoire est stupide. Outre qu'elle relève du chauvinisme anti-yankee le plus grossier, elle reste incapable de mettre en relief quelles nécessités politiques et économiques poussent le capital à modifier le régime sous lequel il perpétue sa domination. Ce n'est que dans ce cadre que les différentes forces "occultes" peuvent avoir de l'influence.

Dès 1960, premières années des mouvements nationalistes africains, les USA soutenaient à l'ONU l'envoi de commissions d'enquête dans les colonies portugaises et depuis lors les Nations Unies font régulièrement des recommandations en faveur d'une décolonisation de l'outre-mer portugaise. Les USA ont intérêt à ce que cela se termine car de plus en plus l'URSS soutient (et donc influence) les nationalistes sous forme de missiles ultra-modernes. Le seul problème que se posent les américains est de savoir si Spino-la sera assez fort pour décoloniser le Portugal (ils sont encore plus anticolonialistes que Soares). La Gulf Com-

pany (pétrole US) soutient notoirement le FLNA, mouvement de guerilla en Angola, par exemple.

Les capitalistes occidentaux ont toujours investi dans les colonies portugaises à grande échelle, quel que soit le succès de la propagande des africains. Demain, ils traiteront directement avec eux sans avoir à payer des impôts qui partent en munitions pour l'armée coloniale.

Un mois après le coup d'Etat, la junte annonce un référendum dans les colonies et "si le peuple y veut l'indépendance cela sera fait". C'est clair.

LA CRISE ECONOMIQUE

Tous les gouvernements savent que la crise va éclater ouvertement dans un avenir proche. Leurs politiques sont déterminées par cette perspective et ce n'est que dans ce cadre qu'il est possible de comprendre les événements du Portugal.

La crise mondiale dans laquelle s'enfoncé le capitalisme fait sentir ses premiers effets dans les pays pauvres. Pour ne prendre que les exemples les plus récents les grèves en Ethiopie, en Inde, etc. se dressent contre les plans d'austérité et d'attaque du niveau de vie de la classe ouvrière qui sont déjà nécessaires aux bourgeoisies les plus faibles (les bourgeoisies les plus riches évitent tant qu'elles peuvent, de s'affronter à la classe en se contentant, pour l'instant, de peser sur son pouvoir d'achat.)

Les pays pauvres d'Europe sont les plus incapables de faire face à la crise (ceux du marché commun reculent pour mieux sauter). Le Portugal ne s'en sortait que par ses colonies, mais le remède l'affaiblissait encore plus que la maladie et l'Espagne à

côté fait figure de pays riche.

Le Portugal n'est pas isolé; le coup d'Etat survient au moment où l'Italie (pays pauvre du marché commun) ferme ses frontières partiellement aux marchandises étrangères abrégant ainsi l'agonie de la légende du Marché Commun.

Les prix augmentent actuellement au rythme de 20% annuel et le Portugal voit un gros nuage noir couvrir le pays. Il faut moderniser en sachant qu'on rentre dans la crise économique; c'est un mauvais moment. Cela ne peut être qu'une entreprise hardie si ce n'est vouée à l'échec.

Le capital entre en crise à l'échelle mondiale et c'est dans cette situation que le Portugal est contraint de se moderniser. Contre la crise, les expédients économiques usés depuis la guerre par les pays riches, ne pourront être appliqués au Portugal, alors qu'ils sont déjà de moins en moins efficaces chez les premiers. Le dégauchement partiel des 50% du budget dépensés pour l'armée épongera, pendant un temps, des mesures sociales prises pour calmer la classe ouvrière. Ensuite, comme dans les pays pauvres cités plus haut, il faudra reprendre à la classe ce qui a été donné la veille.

En apparence, des coups d'Etat semblables ont déjà eu lieu. Au Venezuela, par exemple, dans les années 50 on avait vu les militaires abattre un dictateur et la foule euphorique piller les beaux quartiers, mettant à sac les locaux de la police politique. Mais alors, tout était rentré dans l'ordre progressivement, et avait repris comme avant (assassinat dans la rue des militants de gauche par la police, misère, corruption etc.) Par contre tout autre sont les fondements du 25 avril: la pression du capital mondial pour en terminer avec un colonialisme désuet, faire revivre un capital national faible face à la crise qui vient et embrigader la classe ouvrière par un gouvernement tripartite (style PC-PS-DE Gaulle:45-47), face à la montée inévitable de la lutte de classe.

(*) Pour ne citer que les plus marxologues du gauchisme, les bordiguistes du PCI (Le Pro-létaire) voient-ils aujourd'hui en Spinoza le représentant d'une fraction progressiste comme ils le voyaient en Allende? Ne voient-ils pas que, si un coup de barre à droite devait être donné, ce serait cette fois le même "progressiste" Spinoza qui le ferait? Et bien non, Invariance oblige, c'est pour eux le "socialiste Soares" qui se prépare à réincarner Allende. Et Spinoza reste le méchant réactionnaire. Et tout ce monde-là est dans le même gouvernement avec une politique unique. Comprenne qui pourra!

Ce n'est pas contre le "fasciste" Cae-
tano que le coup d'Etat a été fait, mais il
s'agit d'appliquer aujourd'hui une politique
que les forces qui le soutenaient, étaient
incapables de mener à bien.

Il est possible que dans les jours
ou semaines à venir des pas en arrière (tout
le pouvoir à l'armée par exemple) ou en a-
vant (indépendance des colonies) ou les deux
soient faits. Ce n'est pas le coup d'Etat
qui a créé une dynamique mais cette dynami-
que qui a poussé Spinola et la gauche au
pouvoir.

LES GREVES

Les grèves récentes de dizaines de
milliers d'ouvriers ont, tout comme les suc-
cès militaires des nationalistes africains,
poussé au coup d'Etat du "Mouvement des For-
ces Armées".

Avec ou sans les socialistes-commu-
nistes au gouvernement, Spinola sait qu'il
doit satisfaire une partie des revendicati-
ons des travailleurs, trop longtemps conte-
nues, afin de stabiliser le climat social.
L'effervescence de la rue n'a guère baissé
d'intensité depuis le jour du coup d'Etat
et on ne peut donc plus l'expliquer seule-
ment par l'enthousiasme débordant des pre-
mières heures. La gauche au gouvernement
aidera à imposer ces mesures à la droite
ultra, ceci afin d'éviter des affrontements
avec la classe.

L'exclusion de la production (due à
la guerre et à l'émigration) des hommes les
plus jeunes réduisait le confort volant
de chômage normal d'un pays pauvre et a en-
traîné une pénurie de main d'oeuvre qui per-
mettait des demandes d'augmentation de sa-
laire et engendrait des grèves.

L'attitude de la classe ouvrière de-
viendra à terme le problème n° 1. Les reven-
dications posées peu après le coup d'Etat
ont surpris la junte. "Ils demandent tout,
tout de suite" s'étonnait l'un d'eux face
aux revendications ouvrières (doublement des
salaires, quarante heures, assistance médi-
cale gratuite, retraite à 60 ans, destitu-
tion de directeurs, etc.). Celles-ci accom-

pagnées d'occupation d'usines, piquets à la
porte, d'assemblées spontanées de travail-
leurs, de cahiers épais de revendications.
Les patrons atollés cèdent beaucoup (fixa-
tion d'un salaire minimum, mois de congés
payés, salaire en cas d'accident de travail
ou maladie, etc.). Ce sont les socialistes
du gouvernement qui freinent la générosité
patronale car ils savent que le capital ne
peut céder aux revendications principales
ou que ce sera provisoire. On voit là une
fois de plus un patronat beaucoup plus so-
cial que les socialistes qui gouvernent.

Peu de temps après, une partie des
ouvriers accepte de jouer le jeu en modé-
rant ses revendications dans l'intérêt na-
tional sous la pression des camarades mi-
nistres (les 10 000 ouvriers des chantiers
navals qui ne faisaient que deux heures de
travail par jour par exemple) : mais ceci
provisoirement. 5 000 cheminots, avant de
manifester dans les rues de Lisbonne, se
contentent pour l'instant d'élire douze re-
présentants au conseil d'administration des
chemins de fer sans demander son avis à la
direction. La pratique du fait accompli,
aujourd'hui utilisée pour dénoncer des ex-
ploiteurs ouvriers, peut demain s'attaquer
à réaliser le "tout de suite". D'une part
parce que la crise dans laquelle s'entonce
le Portugal fera rejaillir les revendica-
tions ouvrières et que la marge de manoeu-
vre va se réduire, et d'autre part parce
que les grèves ne peuvent pas être paraly-
sées par un appareil stalinien qui est fai-
ble (d'où leur caractère d'embrée sauvages)
et vue l'inexistence des rabatteurs gauchis-
tes dans la classe ouvrière, cette prati-
que risque de devenir la hantise des cama-
rades ministres et de leurs collègues ga-
lonnés. Le gouvernement provisoire est cons-
cient que, sans compromettre l'avenir im-
médiate, les grèves compromettent la norma-
lisation espérée. La crise et la montée de
lutttes de classe qui l'accompagne, éclair-
cira sa conscience à l'exemple des autres
bourgeoisies inquiètes pour l'avenir "so-
cial".

DE 1936 A 1968

On note que l'ambiance politique à

Lisbonne ressemble plus à Mai 68 qu'à 36 par le défolement qui touche beaucoup de couches sociales. Un Mai 68 à l'ombre des chars libérateurs. 36 fut une tragédie, le Portugal est une comédie. Un journaliste comparait le retour d'exil du socialiste Soares à celui de Lénine en 17. Ce à quoi Soares répond : "Lénine était un grand homme, je ne suis qu'un militant".

"...Ne pas laisser se développer une situation qui créerait une trop fâcheuse confusion. Ainsi, de la droite --soudain fort discrète-- jusqu'aux communistes qui, au contraire, se montrent maintenant au grand jour, l'accord est total pour donner d'urgence la priorité à la "réanimation de la vie politique". (Le Monde, 30/4). Ah ! cette bonne vieille politique.

Quant à la droite, prenons "Epoca", le quotidien de l'ancien parti unique. Il est reparu sous une nouvelle présentation un jour après avec comme titre à la une : "Servir le peuple". Ceci, pendant que les très terribles maoïstes si redoutés par la gauche défilent en ville, réglant leurs pas au rythme saccadé de "de la guerre coloniale à la guerre du peuple".

Le spectacle est au point.

Dans une manifestation de portugais à Paris, on voyait des gauchistes aller jusqu'à crier "Non à Spínola" mais, aux cris de "Libertad" et "Morta PIDE" (ancienne police politique), tous s'accordaient finalement : des employés du consulat, oeillet à la boutonnière, de l'homme d'affaire au complet sombre, levant le poing au mot de fascisme, aux ouvriers groupés derrière une banderole où était écrit : "Luttons pour un Portugal d'où nous ne serons plus obligés d'émigrer".

Le Portugal utilise ses cartes de réserve : la gauche. Dès le début, il joue sa principale carte car la faiblesse de la bourgeoisie l'exige devant une classe ouvrière non mystifiée par des dizaines d'années de démocratie.

Va-t-on revoir une classe embrigadée par des fronts populaires comme en France ou en Espagne aller servir de chair à canon pour la fraction du capital qui se définit comme antifasciste, démocratique, populaire, ouvrière, etc. etc. ?

DE L'USURE DE LA GAUCHE...

Que voyons-nous au Portugal ? On y voit une droite qui fait le travail de la gauche et aide ainsi à démystifier l'opposition gauche-droite, même si par un jeu habile, elle cède aussi à la droite (mesures sociales, libération des colonies pour la gauche, libération du dictateur Caetano pour la droite).

Nous n'avons plus deux camps s'affrontant militairement (guerre civile) mais des tendances un peu plus radicales : "l'autodétermination tout de suite des colonies" (les socialistes et communistes n'ayant adopté cette position que depuis quelques mois), "oui, mais je suggère des délais pour préparer cette autodétermination" (Spínola). "Ne précipitons pas les choses pour éviter que les portugais des colonies n'y forment des Etats racistes comme la Rhodésie" (la gauche et la droite ensemble) et la gauche sait que les militaires régleront mieux le problème colonial qu'elle (l'Algérie l'a montré suffisamment).

En gros, la gauche et la droite sont d'accord sur la politique à mener. Les divergences sont tactiques. A chaque occasion, les leaders de la gauche se plaisent à souligner que "le désaccord avec la junte s'atténue".

On voit le mouvement de grèves s'accroître à la suite du défolement suivant la libéralisation du régime. La comparaison avec Juin 36 en France vient à l'esprit, mais au Portugal, si le mouvement de grèves se développe, on ne voit pas la classe s'embrigader dans un front populaire qui l'emmènerait vers la guerre (la bourgeoisie ne peut pas s'engager dans la guerre avec une classe non vaincue).

On est content de pouvoir respirer un peu, on revendique, on salue les généraux qui ont aboli le fascisme; s'ils le permettent, on votera pour la gauche comme en Angleterre récemment, mais la flamme n'existe plus : la gauche a vieilli à l'image de ses dirigeants.

Le socialiste modéré, Soares, a le même programme que Spínola (toute la partie démocratique a d'ailleurs déjà été appliquée).

C'est sur un char, symbole des écrasements militaires depuis Budapest jusqu'à Santiago qu'Alvaro Cunhal à la tête du parti communiste portugais, après cinquante ans de clandestinité fit son premier discours à son arrivée à l'aéroport. Félicitant les militaires "qui ont ouvert la route pour le retour des libertés" il attendait son poste de ministre. Pour cela, "il s'efforce par l'intermédiaire des syndicats, de contenir une agitation spontanée et en partie gauchiste dont s'irritent les militaires" (Express, 13 Mai). Une des premières mesures de la junte, si ce n'est la première, a d'ailleurs été de reconnaître les syndicats qui doivent encadrer les ouvriers. Pour le reste de ce que disent et font les staliniens locaux, ce n'est qu'une copie de leurs collègues du monde entier. Il n'y a qu'à lire la presse trotskyste pour les voir étaler (toujours scandalisés et étonnés comme à leurs premiers jours) les diverses pratiques de ces fusilleurs de la classe ouvrière.

La bourgeoisie se donne des organes dont elle a besoin : syndicats, PC, PS et chacun a son poste. Spínola, trop lié à l'armée colonialiste préfère donner à un socialiste le rôle de régler la question coloniale. Soares pourra donc donner l'indépendance et Spínola se chargera de la faire accepter aux militaires. Au PC échoit tout naturellement le rôle d'essayer de maintenir et de modérer la classe ouvrière. Une touchante unanimité de la gauche aux ultras le reconnaissent comme le mieux habilité à faire ce travail.

Lui-même, comme ses collègues étrangers, a une politique qui vise essentiellement à montrer qu'il peut faire ce travail.

Les postes accordés au PC et au PS attestent du rôle que le capital leur accorde (comme au PCF en 45 par exemple) et pour lequel ces partis existent. Les partis de fusilleurs ne sont là depuis cinquante ans que pour mener la classe ouvrière au massacre quand ils ne la massacrent pas eux-mêmes.

...A LA MORT

DE LA GAUCHE

La gauche est usée. Les travailleurs la préfèrent à la droite, mais si celle-ci fait la politique réservée autrefois à la gauche, eh bien, "vive Spínola". La démystification n'en sera que plus facile quand la classe ouvrière entrera en lutte.

Les prochains mouvements ne seront pas des guerres civiles type 36. Ils risquent au pire de ressembler au Chili où la classe ouvrière eut assez d'illusions pour suivre l'Unité Populaire, mais pas assez pour mener une guerre civile. Le front populaire est mort faute de combattants. La gauche peut encore venir au gouvernement faire la politique de la droite (en France, elle a ce rôle à jouer dans un avenir lié à l'aggravation de la crise et du coût de la vie). Mais la gauche pour laquelle on mourait par milliers est morte. Après l'usure des vieilles cartes et avec l'approfondissement de la crise et donc de son cortège de misères mondiales, la bourgeoisie se retrouvera seule avec son Etat face à une classe ouvrière ayant perdu ses illusions.

ooOoo

Cinquante ans de misère c'est long, mais les derniers verres du vieux vin sont en train d'être bus. Une fois tous les acteurs de la pièce à leur place respective, et après quelques scènes de jeu, la mystification de l'armée libératrice, de la gauche, laissera la place à l'encadrement, à la répression par ces mêmes forces. La classe ouvrière sera obligée de se dégager comme force dans le mouvement. Encore quelques temps pour se dessaouler, et la place sera à la classe ouvrière mondiale.

Fleury

GISCARD - MITTERRAND: COMMENT FAIRE OUBLIER LA CRISE

Avec le sérieux coup de pouce que le renchérissement des produits pétroliers lui avait donné après la guerre du Kippour, la crise mondiale s'intensifiait et, se déplaçant de la périphérie vers le centre, faisait sentir ses premiers effets aux métropoles industrielles. Dans l'Europe dite communautaire le mot d'ordre est devenu : "Sauve-qui peut !" et le principal souci des bourgeoisies nationales : "Faire payer la crise aux travailleurs."

FACE AUX PREMIERS EFFETS DE LA CRISE

L'hiver dernier, des usines, après avoir réduit leurs horaires, fermaient pendant les fêtes. Les ouvriers de Citroën et de Peugeot se retrouvaient en vacances forcées. La hausse des prix dépassait 7 % pour l'année écoulée, en progression régulière depuis 1968, et les économistes prévoyaient un doublement pour 1974 : autour de 15 %.

Après la journée soupape du 6 décembre contre "la vie chère", la CGT, sentant que les préoccupations des travailleurs s'étaient plutôt orientées vers les menaces de chômage, sautait dans le train de l'emploi et déclarait : "Les travailleurs n'ont aucun sacrifice à supporter car ils n'ont aucune responsabilité dans la crise actuelle." Et, dans le même temps, à la question posée par un journaliste : "Ne pensez-vous pas qu'avec la récession et l'inflation, de sérieux risques pèsent sur la situation

économique et les problèmes de l'emploi, le moment est venu, pour la CGT, de conclure un pacte avec le gouvernement et le patronat dans l'intérêt national ?", Séguy répondait : "Le terme 'pacte' mis à part, je n'hésite pas à répondre 'pourquoi pas ?'."

Ainsi, à l'aube de cette année de crise, grosse de motifs d'affolement pour la bourgeoisie, les syndicats répondaient : "Toujours prêts !"

Le premier trimestre 1974 a vu un certain nombre de réactions de la classe ouvrière face à l'aggravation de ses conditions de vie. La grève des banques, principalement sur les salaires, et la grève de Saint-Nazaire (Semm), sur la garantie de l'emploi, illustrent en effet le caractère défensif des mouvements qui se développent durant cette période. Grèves strictement encadrées par les syndicats (même lorsque des ouvriers attaquent une sous-préfecture, CGT en tête, ce qui montre que les gauchistes peuvent être débordés sur leur gauche par les syndicats) et leurs aides trotskystes (Crédit Lyonnais), elles se terminent toutes sur des compromis illusoirement laborieusement négociés. Le travail reprend mais la situation est instable. Une série de luttes, en général très localisées, se relaient, entretenues par un mécontentement latent au sein de la classe ouvrière.

La bourgeoisie, devant ces premiers remous sociaux, sait qu'il ne sera pas possible d'éviter les conflits. Il lui faudra supporter un peu de vaisselle cassée, pourvu que le buffet ne soit pas renversé. Dans

cette perspective, ce lourdaud de Marcel-
lin est remplacé par le souriant mais ferme
Chirac, dont le premier acte est de
"déléguer" une partie de ses pouvoirs de
police aux représentants des diverses "caté-
gories socio-professionnelles". Des
PME à Ségué et Krivine, l'accusé de récep-
tion est unanime : "Nous ne sommes pas des
irresponsables."

C'est que, pour le patronat, les
perspectives ne manquent pas de l'inquié-
ter. Que la crise arrive, c'est une chose
à laquelle il s'attendait, et somme toute
supportable, mais ce qui l'est moins, c'est
que la classe ouvrière ne semble pas dis-
posée à serrer la ceinture, à accepter les
sacrifices. Depuis 1968, la reprise des
lutttes, avec des cours variables, se con-
firme, et les organes représentatifs du
patronat au sein de la classe ouvrière ne
donnent pas toute satisfaction. L'encadre-
ment des grèves, s'il aboutit toujours, ne
s'en fait pas moins avec des ratées. A la
nouvelle combativité ouvrière, les syndi-
cats ne s'adaptent que progressivement,
tâtonnant dans la recherche des meilleurs
moyens de l'étouffer. Lip, Romans, Cerisay,
Péchiney-Noguères, Larousse, s'ils ont été
des échecs, n'en laissent pas moins un
goût amer au patronat. Alors que les con-
flits de ces dernières années s'inscri-
vaient dans un contexte de relative pros-
périté, l'année s'ouvre dans une ambiance
d'incertitudes devant une crise qui s'ap-
profondit lentement, mais sûrement.

"L'huile qui faisait tourner la
machine va se raréfier; constate un patron,
ça risque de chauffer." Un certain Adam,
professeur de sciences politiques, exprime
le désarroi de ses patrons devant cet ave-
nir incertain : "On s'aperçoit à l'éviden-
ce que l'on ne peut plus fermer une entre-
prise, ou même un atelier, sans que cela
prenne une proportion extraordinaire. On
vivait jusqu'à présent avec l'idée que la
menace du chômage pouvait jouer un rôle
de frein dans les conflits sociaux. Je
crois que cette barrière n'existe plus...
"Il n'est plus possible, maintenant, de
jouer sur ce facteur pour faire peur aux
ouvriers en leur disant : attention !" Et
dans ces conditions, le CNPF se déclare
inquiet de savoir comment ses partenaires
sociaux responsables vont jouer leur rôle :
"Aujourd'hui les syndicats n'encadrent pas

"plus la base qu'auparavant, les revendications
naissent de plus en plus en dehors d'eux et
sont posées en termes plus insolubles que
jamais !" Tout le problème de la bourgeoisie
est là : comment faire face à la nouvelle
menace prolétarienne ?

LA PARENTHÈSE ELECTORALE

Dans cette lente mais irrésistible
maturation vers l'explosion des antagonismes
de classes, un fidèle gérant du capital offre
une pause : Pompidou meurt, presque subitement.

Un bon service qu'il lui rend là,
dans deux sens. En premier lieu, le pouvoir
UDR, du recul enregistré aux législatives de
1973 à la parodie de crise ministérielle au
début de 1974, où Messmer remplaça Messmer,
commençait à donner de sérieux signes d'essouf-
lement. Une relève s'imposait. De manière
bien involontaire, Pompidou réinsérait bruta-
lement la France dans les vicissitudes de
l'effritement des pouvoirs politiques à l'é-
chelle mondiale. Non dans le cadre de cette
instabilité politique permanente qui est la
règle du fonctionnement des institutions bour-
geoises, soit sous la forme luxueuse de la
démocratie, soit sous la forme nécessiteuse
de la dictature ouverte, mais surtout dans
l'instabilité résultant d'une situation que
les premiers coups de la crise rendent de
moins en moins gouvernable.

La bourgeoisie française rejoignait
ainsi ses collègues européennes dans la valse-
hésitation des changements de personnel poli-
tique. Après l'Angleterre où Heath a perdu et
Wilson n'a pas gagné, après les crises belges
et italiennes, et avant le croche-pied d'un
espion à un Brandt fatigué, et peut-être bien-
tôt le super croche-pied d'un super espion au
nouveau chancelier, avant les crises islandai-
ses et danoises, la liquidation du salazarisme
et celle très prochaine du franquisme, sans
oublier la décomposition de l'administration
Nixon, le capital français se trouvait à son
tour devant la nécessité de replâtrer son pou-
voir politique, de changer une équipe usée
par une équipe plus adaptée à la situation
nouvelle de crise.

Dans un deuxième sens, c'était une

bonne chose pour le capital, car ce mort allait permettre à la bourgeoisie de donner à fond dans les trompettes de la mystification électorale. La première tâche étant de faire en sorte qu'aucun incident ne vienne troubler la grande cérémonie démocratique, les syndicats s'y emploient. Séguy écrit au CNPF : "Pour que le calme et la dignité président à la consultation, il est indispensable que chaque partie y contribue réellement." Chacun y contribue donc, et les banques et Rateau reprennent le travail. Seul point noir, mais isolé, la Bourse qui ne reprendra qu'entre les deux tours.

La deuxième tâche est de faire tourner la machine à mystifier à son plus haut rendement possible. D'une extrémité à l'autre de la scène, chacun s'apprête à jouer son rôle. De Le Pen à Cohn-Bendit, la dynamique propre à la sphère politique bourgeoise se développe : se nourrir en tant qu'organisation, profiter de l'événement pour recruter, se signaler à tout prix, telle est sa loi. Et on assiste à une véritable débauche de prises de position. Toute la génération contestataire de 68 s'y retrouve, jusqu'à Mouna et Charlie-Hebdo. Les plus riches propulsent leur candidat, les moins riches soutiennent le candidat des autres, les plus pauvres prennent une position à la mesure de leur capacité organisationnelle, tel le soutien maoïste à l'abstention patriotique. Quant au soixante-huitard Cohn-Bendit, il met son slogan au goût du jour, et "Elections, piège à cons" devient "Abstention, piège à cons". Chacun prend sa place pour tenter de noyer dans la glu électorale LE problème : la crise mondiale qui s'abat sur le système et la montée des luttes prolétariennes.

Pour rabattre les travailleurs sur ce terrain de l'ennemi, pour leur faire oublier les véritables problèmes, pour briser la classe en millions de fragments isolés et impuissants, aucune fraction politique du capital ne sera de trop.

Car cette poussée de fièvre marginaliste a une signification plus profonde. Alors que la classe ouvrière arrive à un moment où sa méfiance envers les anciens partis s'amplifie, sans aller toutefois jusqu'à la rupture, le bon fonctionnement de la société bourgeoise demande un rouage supplémentaire : récupérer cette saine méfiance

et la transformer en contestation plus ou moins radicale afin de circonvenir le risque qu'elle aboutisse à une hostilité destructrice. Cette fonction, généralement remplie par le gauchisme, peut prendre n'importe quel masque idéologique. Ici le trotskysme, là l'activisme ouvrier antistalinien (Bandera Roja en Espagne, Lotta Comunista en Italie), ailleurs l'antiimpérialisme yankee (MIR chilien, MAS vénézuélien), etc. Ce qui distingue les divers groupes qui s'adonnent à cette tâche, ce ne sont pas des idéologies différentes (ils ne peuvent pas exprimer autre chose qu'une variante de l'idéologie dominante), mais les conditions locales dans lesquelles leur même fonction spécifique s'exerce : ramener sur le terrain bourgeois ceux des travailleurs qui tenteraient de s'en échapper.

L'approfondissement de la crise leur permet de mettre leurs talents à l'oeuvre et de prendre leur essor pour les meilleurs d'entre eux. A l'occasion des élections françaises, c'est Lutte Ouvrière elle-même qui a le mieux exprimé cette fonction de rabatteur du capital. Après le premier tour, elle écrit en effet dans son éditorial : "L'essentiel de l'augmentation des voix de la gauche vient de la progression des voix d'extrême gauche. Cela réfute les calomnies qui présentaient la candidature de notre camarade comme une candidature de division : il est maintenant évident que la candidature d'Arlette Laguiller a réconcilié avec la gauche des milliers de travailleurs qui ne se reconnaissent pas dans le visage que Mitterrand en offre" (LO n° 297). Le gauchisme français a ainsi gagné ses lettres de ... bourgeoisie et le droit de s'intégrer pleinement, à part entière, dans la lutte contre-révolutionnaire. Les organisations gauchistes ne sont donc pas, contrairement à une opinion superficielle, en pleine dégénérescence mais, bien au contraire, en chemin dans le processus de plein épanouissement de leur nature bourgeoise.

La contribution de toutes les familles politiques du capital a permis une participation record : 88 %. La bourgeoisie a bien mérité d'elle-même et elle n'a pas manqué de s'en féliciter : "Je pense que cette élection a été excellente pour la démocratie française parce que les Français ont donné un des plus beaux exemples de civisme dans l'histoire républicaine, avec une participation de 88 %" (Marcellin).

C'était là l'essentiel. Car ce n'est pas tant le plus ou moins grand écart entre les candidats qui assoit l'autorité du vainqueur que la plus ou moins grande participation : "M. Giscard d'Estaing se trouve ainsi investi de pouvoirs d'autant plus grands que les électeurs ont voté massivement et que la gauche a joué à fond le jeu de l'institution présidentielle. Cette double reconnaissance par le pays et par l'opposition de la valeur de l'institution et de l'autorité qui s'y rattache confère une force accrue au nouveau président" (J. Fauvet, in "Le Monde"). En clair : il n'est pas question qu'une fraction quelconque du pays (sous-entendu : la classe ouvrière) remette en cause l'issue du jeu auquel elle a accepté de participer.

En résumé, l'opération de mystification électorale consiste donc, dans un premier temps, à faire cesser les luttes ouvrières en cours ou potentielles en attirant le prolétariat sur un terrain bourgeois et, dans un second temps, à tenter de l'y maintenir le plus longtemps possible au nom de sa participation.

LES TRAVAILLEURS ET LES URNES

Bien sûr, 88 % cela signifie que les travailleurs ont massivement participé. Mais que signifie une telle participation ? Quelle est son influence réelle sur le niveau de la lutte de la classe ?

Au XIX^e siècle, le réformisme permettait que le prolétariat s'exprime en tant que classe en participant et à des élections et à des grèves. Il n'y avait pas de contradiction entre l'emploi de l'un ou l'autre moyen, et le choix entre eux relevait de questions de tactique. En ce sens, l'emploi de l'arme électorale pouvait être influencé par le niveau de la lutte et l'influencer à son tour.

Aujourd'hui, en période de décadence, les élections n'ont plus qu'une fonction de mystification. En tant que telles, elles peuvent, comme actuellement, ouvrir une parenthèse dans le cours des luttes ouvrières, mais elles n'ont plus aucun rapport

avec le niveau de la lutte de classe, laquelle dépend des conditions objectives (la crise) et non de la citoyennisation temporaire des travailleurs. Entre le terrain bourgeois et celui du prolétariat, il ne peut y avoir aucun rapport. La classe ouvrière ne va jamais voter, c'est un contresens dans les termes eux-mêmes. Le travailleur qui va voter quitte, à cause de ses illusions électoralistes et grâce à la mystification qu'elles permettent, à cause de l'immaturité générale du prolétariat, le terrain de sa classe. Le rôle des révolutionnaires est de dénoncer ses illusions, d'expliquer inlassablement que dans l'isolement il ne pourra pas exprimer autre chose que sa misère, son impuissance d'individu coupé de tout ce qui fait sa force : être membre de la classe révolutionnaire. Et l'écart entre l'ouvrier qui lutte à un moment et qui va voter à un autre n'est rien moins que la rupture entre le citoyen-travailleur isolé, atomisé à l'intérieur des rapports capitalistes, et le prolétaire en lutte contre le capital.

LE JEU DEMOCRATIQUE : UN BESOIN ET UN POIDS POUR LE CAPITAL

Il apparaît ainsi clairement que la fonction principale des élections est de servir d'arme contre le prolétariat. La forme la plus pure de ce type d'opérations est le référendum, dont la seule raison d'être réside dans son caractère plébiscitaire (l'Egypte vient d'en donner un exemple caricatural en faisant voter sur la question suivante : "voulez-vous aller, avec le grand Sadate, vers une société plus juste en l'an 2000 ?"). Mais d'autres formes d'élections, telles les législatives ou les présidentielles, ont également une fonction secondaire mais néanmoins réelle : celle de régler le jeu des institutions bourgeoises démocratiques, de désigner le comité qui gèrera les affaires communes de toute la classe bourgeoise, pour reprendre l'expression du "Manifeste".

Et à ce niveau, se pose un problème pour la bourgeoisie. Principalement dans les pays à régime démocratique parlementaire, telles la France ou la Grande-Bretagne, se fait jour une contradiction de plus en plus nette entre l'héritage parlementaire avec son

jeu démocratique et la nécessité d'un Etat de plus en plus puissant et totalitaire.

Au XIX^e siècle, la diversité des intérêts des fractions de la bourgeoisie pouvait librement, "démocratiquement" s'exprimer dans l'importante marge de manoeuvre que permettait la période ascendante du capitalisme. L'instabilité politique que cette démocratie engendrait n'était que le reflet de ce type de fonctionnement et se résolvait d'elle-même en retournant à sa source : l'exercice de la démocratie. C'était là l'essence même du système démocratique. La relative distance entre le capital et son Etat était comblée par le temple de la démocratie : le Parlement, où toutes les décisions étaient prises puis transmises à l'organe d'exécution : l'exécutif.

Avec l'entrée du capitalisme dans sa période de déclin, ce système se révèle de moins en moins adapté aux nouvelles conditions économiques. La compétition sur un marché mondial saturé impose une concentration des économies nationales que seul l'Etat peut prendre en main. L'étatisation d'une partie plus ou moins importante de l'économie et son corollaire, l'interventionnisme, appellent des changements dans la structure des institutions bourgeoises. La fusion progressive du capital et de l'Etat, la nécessité de gouverner à plus long terme possible dans une marge de manoeuvre réduite et dans la moins grande instabilité possible condamnent le Parlement à s'effacer du jeu politique réel. En effet, son rôle d'intermédiaire représentatif des intérêts du capital s'amenuise au fur et à mesure que l'Etat prend ceux-ci directement en charge, et son instabilité congénitale en fait alors un boulet de moins en moins supportable. Mais dans un pays à bourgeoisie forte et vieilles traditions démocratiques, sa liquidation totale n'est guère possible, en dehors des périodes de crise grave généralisée comme la guerre. Le Parlement est donc neutralisé progressivement, transformé en chambre d'enregistrement, et sa fonction est désormais d'amuser la galerie et d'entretenir la mystification parlementariste.

Parallèlement, afin d'asseoir le plus solidement possible la légitimité de cette tendance au totalitarisme du pouvoir, il était nécessaire d'en élargir la base, la caution. L'extension progressive du droit de

vote à une population de plus en plus large (abandon du vote censitaire, droit de vote aux femmes et, bientôt, abaissement de la majorité civique) et l'universalisation du suffrage s'inscrivent dans cet impératif. Obtenir le plus grand consentement, surtout des travailleurs, est devenu le problème numéro un de toute autorité "démocratique". Transférer la responsabilité de l'élection du président de la république française des grands électeurs au peuple va également dans ce sens.

Aujourd'hui, l'instabilité croissante du pouvoir politique due à la crise renforce la nécessité de sa concentration. Le conseil des ministres lui-même devient trop lourd à manier, et Giscard annonce qu'il ne gouvernera qu'avec quelques conseillers. C'est une nouvelle formule de "cabinet de guerre". Et le besoin de mystifier la classe ouvrière à travers le jeu électoral, l'intérêt que le capital en retire entrent eux-mêmes en contradiction avec la nécessité, dans un contexte international de plus en plus serré, de contrôler au plus près les équipes au pouvoir et donc leur mise en place.

Car ce type de pouvoir, concentré mais "populaire", s'il permet un renforcement de la capacité de décision de l'appareil exécutif et si la manière dont il est élu offre la possibilité d'emporter une large adhésion et de mieux mystifier le prolétariat, n'en comporte pas moins un risque pour la bourgeoisie. Dans la mesure où, comme nous venons de le voir en France, le choix du gérant de ses intérêts se joue sur une fraction de votes incontrôlable, elle court le risque de voir arriver au pouvoir un candidat ne correspondant pas exactement à la situation.

Entendons-nous bien : il ne peut venir à la direction suprême du capital national que des hommes entièrement dévoués à sa défense. La seule différence entre les uns ou les autres ne réside que dans leurs conceptions de la meilleure façon de gérer l'exploitation et de protéger le capital en crise contre la menace prolétarienne. C'est alors pour la bourgeoisie une question d'appréciation : Le moment est-il venu ou non de faire donner la gauche ?

Cette appréciation est délicate. Les divers ballets des fractions politiques du capital autour du pouvoir, particulièrement en Europe, le démontrent amplement.

GISCARD-MITTERAND: UN CHOIX DELICAT POUR LA BOURGEOISIE

La situation française illustre bien également l'"embarras" de la bourgeoisie. D'une part, l'approfondissement de la crise généralisée du capitalisme et son caractère irréversible posent à terme l'affrontement avec la classe ouvrière. Mais, d'autre part, celle-ci n'a pas encore manifesté de réactions d'ampleur susceptibles de donner prise à la peur qu'elle inspire à la bourgeoisie. Les luttes restent encore dans des limites "compatibles" avec l'état d'avancement de la crise.

Dans cette période floue, le capital se trouve dans une situation dangereuse politiquement. Giscard, s'il semble plus crédible que Mitterrand, n'en comporte pas moins le risque, en cas de brusque aggravation de la crise, de convulsions sociales subites, dont personne ne peut prédire l'échéance. Mitterrand, s'il se présente comme seul capable, avec l'aide du PCF, de garantir une paix sociale immédiate, n'en comporte pas moins le risque d'une aggravation immédiate de la crise par la crainte que son alliance avec le PC inspire à toute une fraction de la bourgeoisie moyenne qui, affolée, mettrait ses capitaux à l'abri au lieu de les investir. Et même si Mitterrand parvenait à surmonter ce handicap, il y aurait alors le risque, si le prolétariat restait encore dans une défensive prudente, qu'il s'use prématurément au pouvoir. Une explosion sociale dans de telles conditions pourrait être alors catastrophique pour le capital.

La bourgeoisie navigue à vue en ce moment. Elle n'a pas voulu prendre de risques dont la contrepartie n'était pas assurée : elle a voté Giscard d'Estaing et garde Mitterrand en réserve. Et le faible écart entre l'un et l'autre n'indique pas autre chose que, dans cette période charnière où la situation ne s'est pas encore décantée, c'est-à-dire où l'attitude de la classe reste l'inconnue fondamentale, la bourgeoisie a beaucoup de mal à se déterminer franchement pour une solution nette.

Au lendemain de cette foire électorale, comment se présente la situation sur le plan politique ?

Giscard se retrouve au centre, et non pas à droite, après avoir réussi le rassemblement loupé par Chaban-Delmas. Manoeuvre post-électorale ou conscience de la nécessité d'une union nationale, cette nouvelle majorité, un peu gênée de sa victoire, ne parle plus que d'associer sérieusement l'opposition à la recherche des solutions aux problèmes de la bourgeoisie. Duhamel (CDP) : "Devant les difficultés qui attendent notre pays et qui ont été trop méconnues pendant cette campagne, un effort collectif doit maintenant être entrepris pour éviter la cassure de la France en deux." Pinay : "Giscard d'Estaing devra donner la parole à l'opposition, et ce sera une bonne chose, car l'opposition doit avoir droit au chapitre mais dans un contexte dépourvu de passion, en tenant compte de ce qui est possible beaucoup plus que de ce qui est souhaitable et désiré."

Cette "ouverture" à gauche a de grandes chances d'être entendue. A peine une semaine après le 19 mai, Mitterrand déclarait que s'il était prématuré de parler d'un statut juridique de l'opposition, toute collaboration devrait être sérieuse : présidences de commissions à l'Assemblée nationale, participation officielle aux déplacements gouvernementaux à l'étranger, etc.

Tous ces appels au grand rassemblement pour faire face aux "risques de la crise" ne peuvent que malmener l'unité de la gauche et rejeter le PCF dans son "ghetto". Non pas que, comme se l'imaginent les trotskystes, les stalinien seraient d'une nature différente des autres partis bourgeois, mais parce que tant que l'image de l'épouvantail communiste alimentée par la droite jouera son rôle de repoussoir auprès de la bourgeoisie moyenne (élément déterminant des consultations électorales), cette droite est assurée de pouvoir se maintenir au pouvoir (même phénomène qu'en Italie avec la démocratie chrétienne).

Or la droite sait très bien que le PCF n'est ni communiste ni aux ordres de Moscou mais bien à ceux du capital français. Mais le reconnaître "dédramatiserait" le PC et celui-ci pourrait venir périodiquement au pouvoir. Un tel système d'alternance rejeterait donc régulièrement la droite dans l'opposition,

ce qui est contraire à ses intérêts de boutique dispensatrice de prébendes ministérielles et autres sinécures. On constate donc aussi à ce niveau que la relative autonomie de la sphère politique nourrie par le jeu électoral, avec ses intérêts "égoïstes" d'appareils, peut entrer en contradiction avec les intérêts généraux du capital de pouvoir disposer de tous ses serviteurs.

Mais le PC, peu rancunier, bien que grand perdant de l'opération, donnait, dès l'annonce des résultats, une nouvelle preuve de son indéfectible fidélité à sa bourgeoisie : "Demain, le travail va reprendre partout, normalement, dans les entreprises. Je dis à mes amis communistes et aux autres : il faut accueillir le résultat de ce soir dans la sérénité, la tranquillité. Il ne doit y avoir de manifestations intempestives ni d'un côté ni de l'autre. Je suis sûr que le travail va reprendre avec un peu d'amertume, mais les travailleurs laissent l'amertume de côté, parce que

"quand même c'est un succès pour nous, parce que l'avenir est avec nous" (Marchais).

Les syndicats enchaînaient pour indiquer qu'ils étaient prêts à négocier sur la base des promesses électorales, et il est inutile de préciser que le CNPF répondait aussitôt qu'il ne demandait que ça, négocier.

Et pour compléter le tableau, Mlle Laguiller, imperturbablement fidèle à sa fonction de rabatteur du capital, déclarait au même moment pour ceux qui risqueraient de ne pas avoir très bien compris : "Les élections sont un piège pour les travailleurs. Leur émancipation sociale et politique, c'est en se servant de leur force qu'ils peuvent la gagner." Dont acte.

Chacun reprend la place que lui a assignée le capital. Le rideau tombe, la représentation est terminée, la recette a été bonne, la crise est toujours là.

A. Dumont.